

Retraites :

« N'acceptons pas la découpe de notre modèle social », alerte Ségolène Royal

L'ancienne candidate à la présidentielle pointe du doigt l'objectif finale de la réforme menée par Emmanuel Macron et son gouvernement et estime que le système actuel n'a pas besoin d'être brutalisé.

Par **Nathalie Schuck**

Inquiète face au « recul social et écologique » d'Emmanuel Macron, qu'elle avait un temps soutenu, l'ancienne candidate à la présidentielle, autrice de « Ce que je peux enfin vous dire » (Poche) réclame le retrait de la réforme des retraites et dénonce une « dérive ultralibérale ».

À l'orée des municipales, elle entend soutenir les candidats qui « relèvent le défi climatique » : elle sera à Muret et Toulouse le 11 janvier aux côtés de la vice-présidente PS de la région Occitanie, Nadia Pellefigue. En froid avec la macronie, Royal dénonce les « boules

puantes » des députés LREM et UDI qui l'accusent de ne pas assurer sa mission d'ambassadrice des pôles et jure ne toujours pas avoir reçu leur convocation...

Lorsque Nicolas Sarkozy a fait passer l'âge de la retraite à 62 ans, vous aviez réclamé un référendum. Vous le demandez au président ?

SÉGOLÈNE ROYAL. Ce serait un signe fort de respect des Français, mais il ne le fera pas : il sait qu'il le perdra. Car la tactique de pourrissement n'a pas fonctionné. Les gens ont compris qu'il y a un choix idéologique sous-jacent : privatiser la protection sociale au profit des intérêts financiers mondialisés. Dans un processus démocratique respectueux, un projet qui provoque autant de dégâts économiques et sociaux doit être retiré et repris sur des bases saines.

Est-ce qu'Emmanuel Macron entend encore les Français ?

Il n'est pas trop tard pour les entendre. C'est le syndrome de l'isolement du pouvoir, quatre hommes décident seuls d'un sujet colossal qui concerne 60 millions de Français. Or, le système aujourd'hui n'est pas déficitaire, il est à l'équilibre, comme le répètent en vain les économistes et démographes comme Hervé Le Bras et Daniel Cohen. Il n'a pas besoin d'être bousculé, d'être brutalisé. On fait inutilement peur aux gens. Et que ceux qui sont déjà à la retraite n'imaginent pas qu'ils ne seront pas concernés. Un jour, on leur expliquera aussi qu'il faut baisser les pensions déjà liquidées, eux aussi seront menacés par cette logique de privatisation.

En 2007, votre « pacte présidentiel » prévoyait une grande négociation pour augmenter les petites retraites, intégrer la

pénibilité et charges de famille pour les femmes, augmenter le travail des seniors etc.

Tout cela reste d'actualité : remonter un certain nombre de basses retraites, notamment celle des femmes, très violemment frappée par l'allongement de la durée de cotisation due à la réforme Sarkozy. C'est l'inégalité la plus criante, qui n'est en rien corrigée par la réforme actuelle. Je propose aussi d'aborder la question des retraites avec celle de la vie chère, des impôts et des services publics, car c'est le reste à vivre qui compte et qui se réduit.

Vous vouliez aussi remettre à plat le financement des régimes spéciaux en 2007...

Oui, on peut très bien les réajuster mais certainement pas pour diviser. On ne va pas bousculer tout un pays, exacerber les haines et désigner les pseudo-privilèges des chauffeurs de car ou des marins pour masquer les vraies exceptions que sont les retraites chapeaux, la suppression de l'ISF - au moment où la Bourse est au plus haut - et la flat tax. Ça, ce sont de vrais systèmes spéciaux! Mais manifestement intouchables ici, alors que même Bill Gates demande des impôts sur ceux qui s'enrichissent en dormant !

Vous accusez Emmanuel Macron de « casser » le modèle social français.

Les Français le sentent, c'est pour cela qu'ils résistent ! On assiste à une dérive vers le système américain, vers l'ultralibéralisme avec une insécurisation permanente pour justifier la privatisation de la protection sociale. N'acceptons pas cette vente à la découpe du modèle social français qui est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ou peu, de leurs enfants et ceux d'après.

La Légion d'honneur attribuée à Jean-François Cirelli, patron de BlackRock, ça vous choque ?

La coïncidence est mal venue. Cela pose la question plus globale de la confusion des rôles entre les milieux de l'élite financière mondialisée et les responsabilités publiques de l'Etat.

Que pensez-vous de la façon dont l'exécutif traite les partenaires sociaux ?

Cette agressivité n'est pas normale. Vous imaginez cela en Allemagne ou ailleurs en Europe? C'est un retour en arrière vers un archaïsme des relations sociales. On épuise la France dans des luttes sociales d'un autre âge, en raison de décisions politiques d'un autre âge. C'est désolant.

La CGT veut bloquer les raffineries. C'est responsable selon vous, qui défendez « l'ordre juste » ?

Les plus irresponsables sont ceux qui déclenchent des luttes sociales de cette ampleur et qui ont perdu toute capacité d'empathie et d'apaisement.

Dans ses vœux, le président a promis pour 2020 un « nouveau modèle écologique ». Qu'attendez-vous de lui ?

D'abord réparer ce qui a été détruit depuis 2017 : les reculs sur le code de l'environnement, les permis de forage d'hydrocarbures, la suppression du crédit d'impôt de travaux énergétique etc. Et j'attends que la France soit à l'offensive au niveau européen, car le renforcement des objectifs climatiques doit être rendu public à l'été 2020. La suppression de toutes les aides au secteur des énergies fossiles doit être décidée. J'espère qu'il le fera.

Une écrasante majorité de Français, disent les sondages, sont prêts à élire une femme à l'Elysée. Est-ce que vous y pensez en vous regardant dans le miroir ?

Si la France allait bien, si je n'étais pas si inquiète sur la disparition du modèle social et sur les reculs écologiques, je n'aurais pas repris une parole politique. Je constate qu'elle pèse, j'assume cette responsabilité. À tous ceux qui me sollicitent pour la prochaine présidentielle, je réponds qu'il faut reprendre d'abord collectivement le débat d'idées. Faisons-le.

Vous êtes « convoquée » par deux députés de la majorité qui vous accusent de ne pas assurer vos fonctions d'ambassadrice des pôles...

Cette menace étrange n'arrêtera en rien ma liberté de parole. La présence forte de la France sur les enjeux polaires n'est ni de droite, ni de gauche. Et je l'exerce sans rémunération. Et où étaient ces députés pendant la semaine scientifique sur l'Arctique, qui nous a demandés sept mois de travail ?